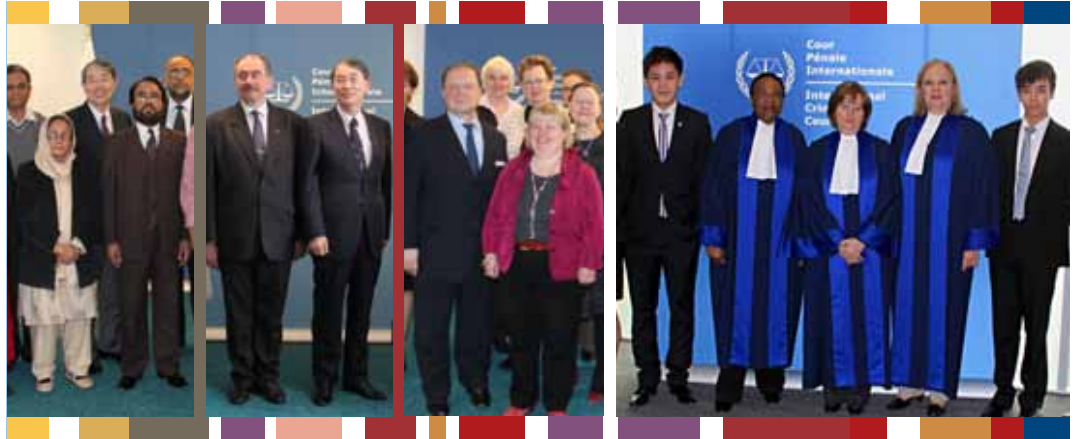




**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

1 mai 2012 #125 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. La Chambre de première instance I a déclaré M. Lubanga coupable le 14 mars 2012, et tiendra, ultérieurement, une audience pour prononcer la peine. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. Le 16 décembre 2011, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges à l'encontre de M. Mbarushimana. Il a été remis en liberté le 23 décembre 2011.

Affaire Lubanga : la Chambre de première instance I entendra les observations sur la fixation de la peine le 13 juin

Le 24 avril 2012, la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale (CPI) a rendu une ordonnance fixant la date à laquelle elle entendra les observations orales sur la fixation de la peine dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*. L'audience est prévue de commencer le 13 juin 2012.

Le Bureau du Procureur et les Représentants légaux des victimes devront soumettre, d'ici au 14 mai 2012, leurs observations concernant les éléments de preuve présentés au cours du procès et qui pourraient être pertinents pour la peine, ainsi que leurs vues concernant la peine à prononcer à l'encontre de la personne reconnue coupable, tenant compte notamment de tout facteur aggravant ou atténuant. La Défense doit quant à elle répondre et soumettre ses observations sur la peine à prononcer d'ici au 28 mai 2012. En outre, la Défense doit indiquer à la Chambre si elle va demander l'autorisation de présenter de nouveaux éléments de preuve pendant l'audience du 13 juin.

Lors de cette audience, les observations orales seront soumises dans l'ordre suivant : Bureau du Procureur ; victimes participantes ; Défense.

Le verdict dans cette affaire a été rendu le 14 mars 2012. M. Lubanga Dyilo a été déclaré coupable d'avoir procédé à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et de les avoir fait participer activement à des hostilités.

Pour plus d'informations sur cette affaire, cliquez [ici](#).

Des informations pratiques pour les médias seront communiquées ultérieurement dans un avis aux médias.
Order fixing the date for the sentencing hearing

Les déclarations en clôture dans le procès à l'encontre de Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont programmées du 15 au 23 mai

Le 20 avril 2012, la Chambre de première instance II de la Cour pénale internationale (CPI) a délivré l'ordonnance relative aux modalités de présentation des conclusions orales dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les conclusions orales seront rendues dans la salle d'audience I de la CPI du 15 au 23 mai 2012.

Un lien vers l'ordonnance relative aux modalités de présentation des conclusions orales est disponible ci-après. Résumé du programme :

Date	Heure	Programme de la présentation des conclusions orales
Mardi 15 mai 2012	09h00-11h00; 11h30-13h00	Conclusions orales du Procureur
Mercredi 16 mai 2012	09h00-11h00; 11h30-13h30	La Chambre pose des questions au Procureur ; conclusions orales des Représentants légaux des victimes
Lundi 21 mai 2012	09h00-11h00; 11h30-13h00	Conclusions orales de la Défense
Mardi 22 mai 2012	09h00-11h00; 11h30-13h00	Conclusions orales de la Défense
Mercredi 23 mai 2012	09h00-11h00; 11h30-13h30	La Chambre pose des questions à la Défense ; le Procureur et la Défense ont la possibilité de répliquer

Comme l'a indiqué la Chambre de première instance dans son ordonnance établissant ce calendrier, les parties et participants devront être prêts à répondre, suite à leurs conclusions orales, aux questions de la Chambre de première instance II composée des juges Bruno Cotte (juge président), Fatoumata Dembele Diarra et Christine Van den Wyngaert.

Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui, ressortissants congolais, sont accusés de trois chefs de crimes contre l'humanité et de sept chefs de crimes de guerre, prétendument commis dans le cadre d'un conflit armé en Ituri qui a commencé sur le territoire de Djugu et dans la ville de Mongbwalu, et plus particulièrement lors de l'attaque conjointement menée par les combattants prétendument dirigés par Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga contre le village de Bogoro le 24 février 2003, qui s'inscrivait dans le cadre d'une attaque généralisée qui aurait visé non seulement un camp militaire sis dans ce village, mais également la population civile du village. Le procès avait commencé le 24 novembre 2009.

Pour plus d'informations sur cette affaire, cliquez [ici](#).

Ordonnance relative aux modalités de présentation des conclusions orales

Décisions adoptées entre le 23 et le 27 avril 2012

Affaire Lubanga Dyilo

Order fixing the date for the sentencing hearing

Rendue par la Chambre de première instance I, le 24 avril 2012

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Decision on the Urgent Requests by the Legal Representative of Victims for Review of Registrar's Decision of 3 April 2012 regarding Legal Aid

Rendue par la Chambre de première instance II, le 23 avril 2012

Décision relative à la requête de la Défense de Germain Katanga tendant à l'admission d'extraits du jugement prononcé dans l'affaire Lubanga

Rendue par la Chambre de première instance II, le 26 avril 2012

Situation au Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître, pour deux affaires séparées, le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. Les audiences de confirmation des charges dans les deux affaires se sont tenues respectivement du 1er au 9 septembre 2011 et du 21 septembre au 5 octobre 2011. Le 23 janvier 2012, les juges ont refusé de confirmer les charges à l'encontre de MM. Kosgey et Ali. La Chambre préliminaire II a confirmé les charges à l'encontre de MM. Ruto, Sang, Muthaura et Kenyatta et a renvoyé ces derniers en procès devant les juges de première instance. Le 29 mars 2012, la Présidence de la CPI a composé la Chambre de première instance V et lui a déferé les deux affaires *Le Procureur c. William Samoei Ruto et Joshua Arap Sang* ainsi que *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura et Uhuru Muigai Kenyatta*.

Décisions adoptées entre le 23 et le 27 avril 2012

Affaire Ruto et Sang

Decision on the "Application of the Victims' Representative pursuant to Article 83 of the Regulations"

Rendue par la Chambre d'appel, le 23 avril 2012

Decision notifying the election of the Presiding Judge

Rendue par la Chambre de première instance V, le 26 avril 2012

Affaire Muthaura et Kenyatta

Decision on the "Notification regarding the Legal Representation of Participating Victims in the Appeal Proceedings"

Rendue par la Chambre d'appel, le 23 avril 2012

Decision notifying the election of the Presiding Judge

Rendue par la Chambre de première instance V, le 26 avril 2012

Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I. Le 27 juin 2011, la Chambre préliminaire I a délivré trois mandats d'arrêt à l'encontre de **Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi** pour des crimes contre l'humanité (meurtre et persécution) qui auraient été commis en Libye du 15 jusqu'au 28 février 2011 au moins, à travers l'appareil d'Etat libyen et les forces de sécurité. Le 22 novembre 2011, la Chambre préliminaire I a ordonné la clôture de l'affaire à l'encontre de Muammar Gaddafi suite à la mort du suspect.

Décisions adoptées entre le 23 et le 27 avril 2012

Affaire Gaddafi et Al-Senussi

Decision on the "Application on behalf of Mishana Hosseinioun for Leave to Submit Observations to the Pre-Trial Chamber"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 24 avril 2012

Decision on "Government of Libya's Appeal Against the 'Decision Regarding the Second Request by the Government of Libya for Postponement of the Surrender of Saif Al-Islam Gaddafi' of 10 April 2012"

Rendue par la Chambre d'appel, le 25 avril 2012

Decision on OPCD Requests

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 avril 2012

Déclaration du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale

Déclaration : 24.04.2012

Le Mali a ratifié le Statut de Rome le 16 août 2000. En conséquence, conformément aux dispositions du Statut de Rome, la Cour pénale internationale est compétente pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou crime de génocide qui pourraient être commis sur le territoire du Mali ou par des ressortissants maliens à compter du 1er juillet 2002. Le Bureau a suivi attentivement les développements au Mali depuis que des affrontements y ont éclaté autour du 17 janvier 2012. Selon différentes sources, y compris des fonctionnaires de haut rang des Nations Unies, des crimes tels que des meurtres, des enlèvements, des viols et l'enrôlement d'enfants soldats, auraient été commis par différents groupes dans la partie nord du pays. Le Bureau va continuer de surveiller si des crimes relevant de la compétence de la CPI sont commis sur le territoire malien par quelque partie que ce soit et décidera prochainement s'il y a eu d'entamer un examen préliminaire de la situation conformément aux articles 15 et 53.1 du Statut de Rome.

Source: Bureau du Procureur

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Evénements

Delegations from Pakistan, Latvia and Finland visit the ICC

This week, the International Criminal Court (ICC) was honoured to host several visitors to its headquarters in The Hague. Visitors who met with the ICC President, Judge Sang-Hyun Song, included a delegation from the High Court of Pakistan on 23 April and a delegation from the Supreme Court of Latvia on 24 April. A group of prosecutors from Finland met with ICC Judge Erkki Kourula on 26 April 2012.



A delegation from the High Court of Pakistan visits the ICC © ICC-CPI



A delegation from the Supreme Court of Latvia visits the ICC © ICC-CPI



A delegation of Prosecutors from Finland visits the ICC © ICC-CPI

City University of Hong Kong remporte la version anglaise du concours de procès fictif de la CPI



Les juges de la CPI Silvia Fernández de Gurmendi (au centre), Sanji Mmasenono Monageng (à gauche) et Sylvia Steiner (à droite) avec les lauréats de la version anglaise du concours de procès fictif de la CPI, représentant City University of Hong Kong au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

La *City University of Hong Kong* a remporté la version anglaise du concours de procès fictif organisé par la Cour pénale internationale (CPI). L'épreuve finale s'est déroulée le 27 avril 2012 dans la salle d'audience I de la CPI à La Haye. L'équipe lauréate est composée de (de gauche à droite sur la photo) : Theo Jiani Li, Bettina Zhen Yuan Wang, Jacky Wai Nam Fung, Nathan Hin Che Ma, Brian Man Ho Chok, et de l'entraîneur Dr Mark D. Kielsgard. La *Kaplan Law School* (Royaume-Uni) et la *Osgoode Hall Law School of York University* (Canada) ont respectivement remporté la deuxième et la troisième place. Le prix du « Meilleur orateur » a été décerné à Nathan Hin Che Ma de la *City University of Hong Kong*.

Les équipes ont plaidé devant les juges de la CPI Silvia Fernández de Gurmendi (juge présidente), Sanji Mmasenono Monageng et Sylvia Steiner à propos d'une affaire fictive au stade d'une audience en appel et ont joué les rôles de l'Accusation, de la Défense et d'un Conseil d'un gouvernement. Les autres participants ont suivi la finale à partir de la galerie publique de la salle d'audience. La finale de la compétition de procès fictif était également retransmise en direct sur le site Internet officiel de la Cour. Une cérémonie de remise des prix a suivi la décision rendue par la Chambre quant au gagnant du concours.

Les juges de la CPI présidant l'audience, ainsi que d'autres hauts responsables de la Cour, ont remis les différents prix aux meilleurs orateurs et équipes.

Cette année, 102 étudiants venant de 26 universités représentant 20 pays de tous les continents ont participé à ce concours pendant cinq jours à La Haye (Pays-Bas). La compétition offre une chance unique aux étudiants de se réunir dans un cadre stimulant et hautement pédagogique, ainsi que de rencontrer des personnalités éminentes de la scène du milieu du droit international.

Ce jeu de rôles portant sur les règles et la jurisprudence de la CPI est organisé par l'organisation ICLN (*International Criminal Law Network [Réseau du droit pénal international]*) avec le soutien institutionnel de la CPI et le soutien direct de plusieurs institutions et organisations. Les Universités d'Utrecht, de Pace et de Leiden participent également à ce projet.

La Cour soutient également les versions chinoise, russe et espagnole du concours de procès fictif dont les finales se tiendront, cette année, le 1er juin (versions chinoise et russe) et le 22 juin (version espagnole) au siège de la CPI. A moyen et long terme, il est prévu d'organiser, en coopération avec des partenaires, la compétition dans les autres langues officielles de la Cour, à savoir le français et l'arabe.

Des photos du concours sont [ici](#).

Appel aux commentaires sur les amendements au Règlement du Greffe

Le 27 avril 2012, le Greffier de la Cour pénale internationale (CPI) a lancé pour une durée d'un mois, un appel aux commentaires sur les récents amendements apportés au Règlement du Greffe. En plus d'adapter de nombreuses normes du Règlement à la pratique actuelle notamment celles relatives à personnes détenues et aux victimes, les présents amendements auront également un impact sur le déroulement de la procédure judiciaire de la Cour. Le Greffe prendra en considération dans les amendements finaux, tous les commentaires reçus avant la fin du mois de mai 2012.

Amendements proposés

Le Règlement du Greffe sert de guide à cet organe de la Cour dans l'exercice de son mandat ; ses amendements reflètent 10 années d'expérience de la Cour ainsi que des adaptations conformes aux pratiques actuelles. Par exemple une certaine restriction sera faite sur l'utilisation des facilités afin d'assurer la sécurité et le bon ordre du quartier pénitentiaire tout en respectant les standards internationaux en matière de détention, la participation et la reconnaissance des victimes seront davantage renforcées à travers le mécanisme de la représentation légale telle que régie par le Statut, le Règlement de procédure et de preuve et le Règlement de la Cour.

Processus de révision

L'appel aux commentaires lancé en ce jour est une étape essentielle dans le processus d'amendement et garantit que le Greffe bénéficie des consultations externes (les consultations web y comprises) avec les experts, universitaires, membres de la société civile, ONG et autres institutions ayant l'expertise pertinente. Après l'appel aux commentaires, le Greffe organisera un atelier pour davantage débattre des propositions d'amendements et des commentaires. Par la suite le Greffe consultera les autres organes de la Cour – le bureau du procureur et les chambres – et soumettra les amendements finaux à la Présidence pour approbation.

Les présents amendements ont été proposés par les membres du personnel du Greffe dont les activités sont régies par le Règlement et peuvent être accessibles ici : [Anglais](#) | [Français](#).

Pour plus d'information veuillez cliquer [ici](#).

Calendrier

MAI 2012						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	1	2	3	4	5	6
		Participation de la juge Anita Ušacka à la 11e Conférence biennale internationale intitulée "Keeping Safe, Keeping Well" (« Rester en sécurité »), organisée par l'Association internationale des femmes juges (AIFJ), à Londres (Royaume-Uni) ¹			Allocution de M. le juge Hans-Peter Kaul sur la CPI, à la conférence annuelle de l'Arbeitskreis Völkerstrafrecht (Cologne) (« groupe de travail droit pénal international ») et de l' <i>International Academy of Nuremberg Principles</i> , (Nuremberg, Allemagne) ²	
7	8	9	10	11	12	13
	Mme la juge Silvia Fernández de Gurmendi, à l'invitation du Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ- International Center for Transitional Justice), donne une conférence sur la CPI lors d'un stage de formation pour les juges de la Cour suprême du Guatemala, New York (Etats-Unis) ²					
14	15	16	17	18	19	20
	Déclarations de clôture dans l'affaire à l'encontre de Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui					
	15-18 mai 2012: Allocution de Mme la juge Sanji Monageng, première vice-présidente de la CPI, au 2 nd <i>Regional East African Judicial Officers Training Workshop: International Criminal Justice, Counter-Terrorism and Transnational Crimes</i> (2 ^{ème} atelier de formation régional d'auxiliaires de justice d'Afrique de l'Est : Justice pénale internationale, antiterrorisme et crimes transnationaux) (Maurice) ²					
21	22	23	24	25	26	27
	Déclarations de clôture dans l'affaire à l'encontre de Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui					
28	29	30	31			
- 29 mai - 1 juin : La CPI accueille la des table ronde des ONG - 13 juin : La Chambre de première instance I entendra les observations sur la fixation de la peine dans l'affaire à l'encontre de Thomas Lubanga Dyilo - À partir du 18 juin 2012 : Audience de confirmation des charges dans l'affaire à l'encontre de Laurent Gbagbo						

1. Frais de déplacement financés par Mme la juge.

2. La CPI exprime sa reconnaissance envers les organisateurs pour la prise en charge des frais.

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.